

STRATÉGIES

COLÈRES INAUDIBLES,
PRIVILÈGES SILENCIEUX
ET BRUITS DE VITRINE BRISÉE

L'IDÉOLOGIE DE LA NON-VIOLENCE EN QUESTION

« La soumission de l'opprimé relève de l'ordre établi. Qu'il rompe cet ordre en brisant ses chaînes et en frappant le maître, voilà le scandale. Dans la langue des maîtres devenue langue commune, le violent n'est pas celui qui fait violence, mais le vilain qui ose se rebeller. »^[1]

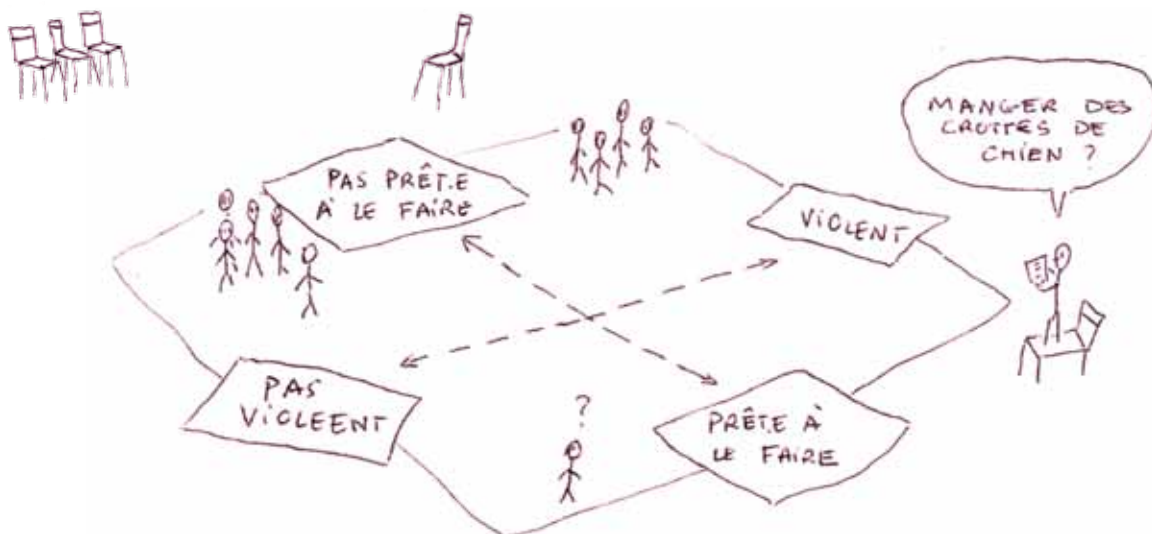
[1] Igor Reitzman :
Longuement subir puis
détruire (De la violence
des dominants aux
violences des dominés),
2002, Éditions dissonances
ou sur le web :
lmsi.net/De-la-violence-
des-dominants-aux

Dans chaque lutte, chaque mouvement auquel j'ai pris part, les mêmes questions se sont posées, les mêmes points de vue se sont opposés en ce qui concerne l'usage de « la violence ». La plupart du temps j'ai été agacé. Souvent, la façon d'aborder les divergences, les angles choisis et, ajouté à ça, certaines généralisations, n'ont fait que biaiser le débat et le rendre stérile. La discussion s'est rarement posée en termes de stratégies, de pertinence, de contexte politique mais plus souvent dans l'opposition « violence/non-violence ». La plupart du temps, deux camps émergent, ceux et celles qui soutiennent des actions « violentes » et ceux et celles qui les condamnent. Et on peut observer d'un côté les fauteurs de troubles, les casseuses, les méchants anarchistes fouteuses de merde... et de l'autre les hippies non-violent.es, les sociaux-démocrates, les citoyennistes.

S'opposer en se renvoyant des identités aussi superficielles et médiatiques ne fait que renforcer les clivages et les postures identitaires. Il est plus facile de catégoriser des personnes et de les enfermer dans une pensée plutôt que d'essayer de confronter ses idées à celles des autres.

Des pratiques de lutte sont pointées du doigt, considérées comme violentes et desservant la lutte ou décrédibilisant le mouvement. Quelles sont ces pratiques ? Quelles sont les critiques ? Quelles visions du monde et des luttes suggèrent-elles ? Et comment subissons-nous ou utilisons-nous certaines analyses politiques, selon la place que nous occupons dans une lutte ? Évaluant moi-même depuis plusieurs années dans des milieux anarchistes et féministes, il me semble important de comprendre les enjeux politiques de l'idéologie non-violente, de la critiquer en tant que vision du monde et de montrer en quoi le débat violence/non-violence est un débat biaisé.





LA NON-VIOLENCE, UNE HISTOIRE DES PUISSANTS

Dans un ouvrage intitulé *How the Non-violence Protects the State*^[2], Peter Gelderloos montre comment l'idéologie non-violente s'est construite une crédibilité sur des victoires politiques qu'elle s'est réappropriées, ainsi que sur les leaders charismatiques de ces luttes. Il apporte ainsi une critique approfondie de l'idéologie non-violente au sein des milieux activistes anti-autoritaires et anticapitalistes, plus particulièrement nord-américains. Il soutient que cette idéologie va à l'encontre d'un activisme révolutionnaire, dans le sens du renversement des structures d'oppression. Et même, qu'elle aide le capitalisme, le patriarcat, le racisme, etc. à se maintenir en offrant des arguments pour délégitimer toute tentative de renversement.

Peter Gelderloos conteste notamment la récupération de certaines luttes en tant que victoires de la non-violence, affirmant que la « non-violence est basée sur une histoire falsifiée des luttes ».

Parlant de l'indépendance de l'Inde, il rappelle des éléments mis de côté par l'Histoire officielle : « La résistance au colonialisme britannique [comprendait] suffisamment d'actions offensives et combatives pour que la méthode de Gandhi puisse être considérée plus précisément comme une, parmi plusieurs formes rivales de résistance populaire. [...] Ainsi sont ignorés d'importants leaders prônant une résistance plus offensive, tels que Chandrasekhar Azad qui s'était engagé dans une lutte armée contre les colons britanniques et des révolutionnaires comme Bhagat Singh, qui a gagné un soutien massif par des attentats à la bombe et des assassinats. [...] De manière significative l'Histoire se rappelle de Gandhi

plus que tous les autres, non pas parce qu'il représentait la voix unanime de l'Inde, mais surtout grâce à toute l'attention que lui portait la presse britannique et au rôle majeur qui lui était attribué du fait d'avoir participé à d'importantes négociations avec le gouvernement colonial britannique. Quand nous nous rappelons que l'Histoire est écrite par les vainqueurs, une autre couche du mythe de l'indépendance s'éclaircit. »

Le mouvement pour les droits civiques aux États-Unis, pour sa part, « n'a été ni une victoire, ni non-violent ». La fin de la ségrégation a été acquise mais pas « l'égalité réelle au niveau politique et économique », ni l'indépendance face à « l'impérialisme blanc », qui faisaient aussi partie des revendications. Et même si des groupes pacifistes comme celui de Martin Luther King Jr. avaient beaucoup de pouvoir, de nombreux. ses Noirs ont soutenu des groupes révolutionnaires armés, comme le Parti des Blacks Panthers. « Dans les faits, la lutte armée a pendant longtemps fait partie de la résistance des personnes noires contre la suprématie blanche. » Mumia Abu-Jamal a largement documenté cette histoire dans son livre *We Want Freedom*. Il écrit : « Les racines de la résistance armée sont profondément ancrées dans l'histoire afro-américaine. Seules des personnes qui ignorent ce fait voient le Parti des Blacks Panthers comme étranger à notre héritage historique commun. »

Dernier exemple développé par Peter Gelderloos, le mouvement pour la paix, mené aux États-Unis pendant la guerre du Vietnam, n'a pas mis fin à cette guerre. « Avec une complaisance impardonnable, les activistes pour la paix ne tiennent pas compte des trois à cinq millions d'Indochinois.es mort.es en combattant l'armée US ». La résistance du peuple vietnamien a

[2] *How Nonviolence Protects the State*, de Peter Gelderloos, actuellement publié en anglais aux éditions South End Press, 2007 et accessible en pdf sur zinebrary.info/



largement contribué au retrait des troupes états-uniennes, et cette résistance n'était pas non-violente. Il aborde aussi un autre aspect peu connu, « les rébellions croissantes à l'intérieur des troupes, portées avant tout par des soldats Noirs, Latinos et Indigènes. [...] Assassinats d'officiers, sabotages, refus de participer aux combats, mutineries dans les campements et aide à l'ennemi, toutes ces activités de soldats américains ont contribué de manière significative à la décision du gouvernement US de retirer l'armée de terre. ». En sachant que le Vietnam du Sud a ensuite connu « une dictature militaire entraînée et financée par les États-Unis », peut-on dire que le mouvement pour la paix ait fait reculer l'impérialisme américain ?

Sur le plan théorique, il y a un manque de clarté dans la définition des termes employés. La violence ne peut être définie en tant que telle. La violence n'a pas un sens absolu, c'est une notion abstraite qui nécessite pour chaque situation d'être replacée dans son contexte. La violence s'appréhende subjectivement, parce que l'objectivité et la neutralité n'existent pas. Des pensées dominantes qui assènent ce qui est « neutre » et « vrai » refusent d'être ramenées au rang de simples interprétations du monde et méprisent toutes autres approches. Elles rejettent d'autant plus fort ces interprétations divergentes que celles-ci contestent l'ordre établi. Ainsi, sur le terrain du racisme, le Blanc est le neutre, les Autres sont « de couleur ». On peut décliner ce mécanisme sur le genre, la classe, le validisme... au final, « le groupe adulte blanc, de sexe mâle, catholique, de classe bourgeoise, sain d'esprit et de mœurs, est donc cette catégorie qui ne se définit pas comme telle et fait silence sur elle-même. Elle impose aux autres cependant, à travers la langue, sa définition comme norme, dans une sorte d'innocence première, croyant que « les choses sont ce qu'elles sont. »^[3]

La définition « objective » ou « neutre » de la violence est donc influencée, voire dictée, par un cadre de pensée le plus souvent dominant, capitaliste, patriarcal, raciste, etc. Est-il possible alors de se positionner face à une situation selon sa supposée violence ? Je préfère m'intéresser aux rapports de force qui se jouent, à l'analyse des relations de pouvoir entre les parties concernées, aux enjeux et aux conséquences de l'action, aux choix stratégiques ou encore à son efficacité tactique. La violence du système est souvent niée, pour ne relever que ce qui est visible. L'opposition violence/non-violence est au final bien utile pour masquer le rapport dominant/es/dominé.es.

NON-VIOLENCE COMME IDÉOLOGIE

Même si le débat autour de la violence a pour but de définir si des actes sont acceptables selon leur « degré de violence », en réalité la non-violence est une idéologie qui va au-delà de la critique des pratiques. C'est une certaine conception des luttes et des manières de les porter, basées une vision précise du monde. Autrement dit, un groupe politique qui n'a pas recours à des pratiques dites « violentes », n'est pas forcément non-violent.

Se considérer comme « non-violent.e », c'est penser qu'on ne fait rien qui alimente les systèmes d'oppression. C'est voir la violence uniquement dans ce qui est visible, directement conflictuel et spectaculaire et omettre le côté diffus et permanent des rapports d'oppression. Un tel raisonnement est réservé à des personnes à la position sociale privilégiée, comme le souligne Gelderloos : « Le pacifisme en tant qu'idéologie vient lui-même d'un contexte privilégié. Il ne prend

pas en compte que la violence est déjà ici ; que la violence est inévitable parce qu'elle fait structurellement et pleinement partie de la hiérarchie sociale actuelle ».

En 1972, Angela Davis est incarcérée à la prison d'État de Californie. Un journaliste lui rend visite et braque la caméra sur elle : « Mais comment y parvenez-vous [à mener une action révolutionnaire] ? Par la confrontation ? Par la violence ? » Angela Davis, visiblement en colère, lui répond : « C'est ça, votre question ? C'est un autre problème. Pour les gens, révolution est souvent synonyme de violence. Mais ils ne comprennent pas que la vraie nature d'une action révolutionnaire réside dans les principes et les buts que l'on s'impose, pas dans la façon d'y parvenir.

D'un autre côté, en raison de la façon dont cette société est organisée et de la violence présente partout et à tous les niveaux, il faut s'attendre à

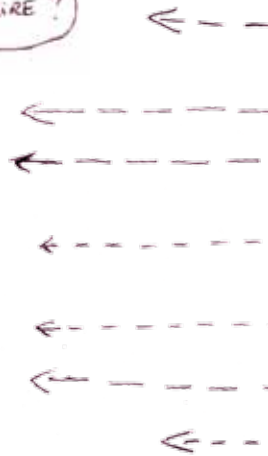
TAILLADER LES
TARRETS DES
CHEVUA DE LA
POLICE MONTÉE ?

DÉGUEULER DANS
LA BOÎTE AUX
LITRES DU MAIRE ?

EXCLURE UN
MEC RELOU
D'UN ESPACE
COLLECTIF ?

DISTRIBUER UN
TRACT ANTI
CONSUMMATION
LE JOUR DES
SOLDES ?

TIRER DANS LES
JAMBE D'UN
CADRE DE
L'INDUSTRIE NUCLEAIRE ?



[3] Colette Guillaumin, L'idéologie raciste, 1972, Editions Mouton and Co



VIOLENCE « SITUÉE »

[4] À voir dans *The Black Power mixtape*, de Goran Olson (2011)

[5] Jean-Marie Muller, « Un autre monde est possible. Le choix de la non-violence dans les conflits sociaux et politiques », 2005, intervention au forum social mondial de Porto Alegre

des débordements et à des réactions démesurées. Imaginez que vous êtes Noir, vous avez toujours vécu dans la communauté noire et que tous les jours en sortant de chez vous, des policiers Blancs vous contrôlent. Quand je vivais à Los Angeles, bien avant qu'aient lieu les émeutes dans la ville, j'étais sans cesse arrêtée. Je n'étais pas connue de la police mais j'étais une femme Noire, et j'étais naturellement perçue comme une militante potentielle. Cette situation, c'était mon quotidien. Et maintenant, vous me demandez si oui ou non, j'approuve la violence. Cette question n'a vraiment aucun sens. [...] Aujourd'hui, quand on me parle de mon côté violent, je trouve ça tout simplement incroyable. Cela signifie que la personne qui pose cette question n'a absolument aucune idée de ce que les Noirs ont traversé, de ce qu'ils ont vécu dans ce pays depuis le jour où le premier Noir a été arraché aux rivages d'Afrique. »^[4]

Comment imaginer, dans le cadre d'une domination, créer un dialogue avec les oppresseuses en leur expliquant tranquillement leur position, en quoi elles et ils exploitent, dominent ?

Au fond, l'idéologie non-violente porte une vision des dominations selon laquelle elles pourraient se renverser grâce à la mobilisation « non-violente » qui créerait un rapport de force capable d'ouvrir un dialogue avec l'oppressé et d'en faire un partenaire. Selon laquelle il faudrait réunir les conditions nécessaires à ce rapport de force grâce à des méthodes non-violentes. Le but étant de parler avec les dominants et de trouver ensemble « un compromis qui respecte les droits de chacun »^[5].

Mais un rapport de domination est une situation où les dominants détiennent le pouvoir ainsi que les structures nécessaires à son maintien, refusant de reconnaître leurs privilèges et de les abandonner. Il me semble qu'en général, ils et elles ne sont pas prêts à y renoncer, ni même à les partager avec le sourire. Quand des ouvrières en viennent à séquestrer leur patron pour se faire entendre ou seulement entamer des négociations, comment croire qu'un dialogue constructif pourrait exister dans le cadre d'une relation de pouvoir déséquilibrée ? C'est bien là qu'il s'agit d'instaurer un rapport de force, par la lutte, la pression jusqu'à ce qu'en face ils et elles cèdent. Il n'y a pas de dialogue, il y a une tentative de renversement des pouvoirs par les dominés qui cherchent à poser leurs propres règles.

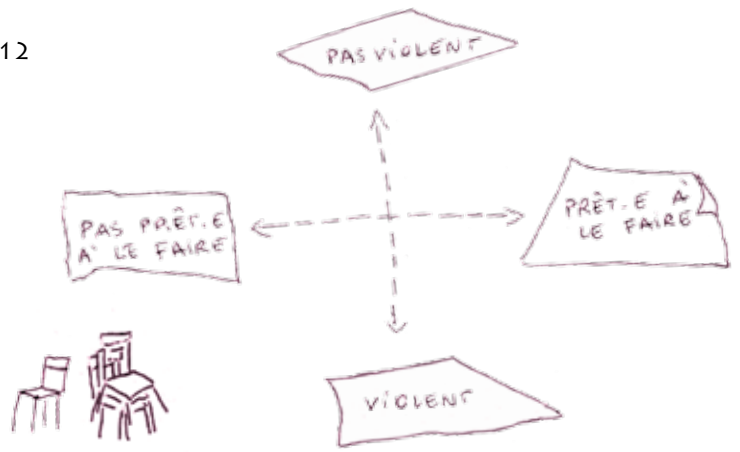
L'idéologie non-violente s'appuie en premier lieu sur le désaveu des actions « violentes » et même sur la critique de celles et ceux qui ne les condamnent pas assez fermement. Ce qui est « violent » serait à bannir de toute lutte. Certaines actions seraient donc mauvaises en soi, en « contradiction fondamentale [avec les] aspirations profondes de l'humanité. »^[6]. Elles seraient l'arme de l'oppressé. Se les réapproprier serait voué à l'échec : il serait toujours plus fort, disposerait des moyens de coercition et de répression toujours supérieurs (police, armée, justice, milices etc). Et surtout, l'usage de « la violence » engendrerait plus de répression. Au fond, certaines pratiques de luttes seraient à éliminer radicalement, car elles desserviraient et décrédibiliseraient toujours les luttes.

Affirmer que la « violence » ne sert à rien parce que « les riches et les puissants auront toujours beaucoup plus d'armes et des armes beaucoup plus destructrices que les pauvres »^[7], c'est oublier que, dans le cadre du capitalisme et de l'impérialisme, ceux et celles qui dominent sont beaucoup moins nombreux que ceux et celles qui sont exploités. C'est nier la capacité d'organisation et de détermination des personnes. C'est oublier l'histoire de la guerre du Vietnam, de la guerre d'Algérie... et plus récemment les révoltes des peuples Arabes. Ces luttes n'ont-elles pas été « gagnées » en combattant de terribles adversaires, plutôt qu'en dialoguant gentiment avec eux ?

Et pour les conséquences répressives qu'entraîneraient ces actions, autrement dit « l'engrenage de la violence », pourquoi se focaliser sur les actions alors que le problème réside dans le fait qu'elles soient réprimées ? Il me semble que c'est bien contre cela qu'il faut lutter. Car la répression est fonction des lois en vigueur, autant que de l'identité assignée aux personnes qui en sont cibles. C'est un outil dont l'État se sert pour diviser et catégoriser des groupes afin de mieux régner. Les gouvernants décident à un moment T qui va être réprimé et pour quelles pratiques. Pour une même action, des agricultrices ne subiront pas la même répression que des anarchistes, et elles et eux-mêmes ne seront pas confrontés aux mêmes ripostes que des personnes issues de quartiers populaires, et encore plus si elles sont Noires ou Arabes, ou catégorisées comme telles. Il s'agit de refuser la création de catégories de population, la diabolisation de certaines pour justifier l'extension du système répressif, au sein duquel les plus stigmatisés sont de toute manière réprimés, humiliés et rabaisés, même s'ils et elles ne franchissent pas le cadre de la loi. Cette

[6] Jean-Marie Muller, Signification de la non-violence, Institut de recherche sur la résolution non-violente des conflits, www.irnc.org

[7] Voir note [5].



loi qui s'adapte aux circonstances et décrète de nouvelles illégalités dès que nécessaire (loi sur l'interdiction des signes religieux à l'école 2004, décret sur le port de la cagoule 2009, loi sur les violences en bandes 2010, loi sur l'interdiction du port du voile intégral 2011...). Brandir des figures monstrueuses d'ennemi.es intérieur.es et agiter l'épouvantail terroriste (figure du monstre par excellence) permet d'effrayer les « honnêtes citoyen.nes » et de les faire adhérer à la logique répressive.

Il s'agit de rester attentif.ves à ce que les structures d'oppression contre lesquelles nous nous révoltons ne définissent pas le cadre de nos luttes. Et bien sûr, si les personnes en lutte ne sont pas responsables de la répression qu'elles subissent, cela ne nous dispense de réfléchir nos actions avec stratégie, de prendre en compte la répression et de savoir la déjouer pour mieux agir.

Je voudrais aussi porter une critique aux milieux que j'ai fréquentés, qui méprisent la non-violence : « la violence » y est souvent valorisée, à tel point que, pour certain.es, elle devient la mesure de la radicalité politique et un objectif en soi dans des cadres de luttes. Singulièrement, ces raisonnements s'appuient sur des bases très semblables à l'idéologie qu'elles rejettent : ici encore, les pratiques en elles-mêmes se suffisent à elles-mêmes, sans que la question de la stratégie soit posée. Ici encore, la violence est réduite à la spectacularité des actions.

Une violence, toujours bonne à prendre pour les un.es ou fondamentalement mauvaise pour les autres... la destruction d'un campement de Roms et celle de vitrines de banques n'ont pas le même sens, même si il s'agit de destruction de biens dans les deux cas. Les deux actes ne prennent pas du tout le même sens ; ils n'ont pas du tout les mêmes conséquences.

Il est primordial, pour analyser une situation et ses enjeux, de la replacer dans son contexte et de se positionner. Se positionner signifie définir la place que l'on a dans des circonstances précises et d'en tirer des conclusions pour nos actes. Des féministes ont développé le concept de « savoirs situés »^[8], nous montrant que « toute connaissance est partielle, partielle et située »^[9], dans le sens où selon nos assignations sociales et les constructions qui vont avec, nous n'aurons pas la même approche de la réalité, ni la même prise dessus. Se positionner permet de clarifier quelle est notre place au sein d'une lutte pour choisir comment y contribuer.

EXOTISATION DES LUTTES : PLUS LA VIOLENCE EST LOINTAINE, PLUS ELLE SERAIT ACCEPTABLE ?!!

« L'exotisation est un processus de construction géographique de l'altérité propre à l'Occident colonial, qui montre une fascination condescendante pour certains ailleurs. » Jean-François Staszak^[10].

L'exotisation des luttes est un travers courant. Cela consiste à ne pas considérer les luttes de la même façon selon la proximité culturelle ou la distance à notre propre point de référence, la démocratie occidentale. Comment réagir à la valorisation d'une lutte dans tel ou tel pays dits du « sud » y compris dans ses dimensions dites « violentes », quand les mêmes personnes condamnent avec la plus grande fermeté des pratiques similaires en France, sous l'argument de la violence ?^[11]

J'ai déjà vu des personnes enthousiastes de telle lutte en Amérique du Sud, où les gens faisaient des barricades enflammées pour bloquer les routes, pour être entendu.es et établir un rapport de force avec les autorités. Mais lorsque, dans le mouvement social du CPE, après les manifestations légales, des cortèges sauvages parcouraient la ville pour exprimer une rage trop contenue et encadrée par les organisations officielles, renversaient des poubelles sur les routes et y mettaient le feu, ces mêmes personnes criaient aux casseurs, à la violence gratuite et au vandalisme et dépolitisaient ainsi ces pratiques de luttes. Replacées dans une démocratie occidentale comme la nôtre, certaines formes de luttes deviennent sûrement moins exotiques.

L'exotisation est problématique en soi dans ce qu'elle suppose de vision post-coloniale du monde. C'est une vision paternaliste et raciste qui place la société blanche occidentale sur un piédestal, comme l'incarnation de la meilleure civilisation existante (Progrès, Démocratie, Émancipation, Liberté...) et qui exotise tous les autres modèles de société comme « cultures », les excluant par là de la sphère politique^[12].

[8] Pour approfondir cette notion, voir notamment les travaux du courant Black Feminism et de Donna Haraway

[9] Horia Kebabza, L'universel lave-t-il plus blanc ? : « Race », racisme et système de privilèges, 2006, Les cahiers du CEDREF, <http://cedref.revues.org/428>

[10] Jean-François Staszak, Qu'est-ce que l'exotisme, 2008, département de géographie, université de Genève

[11] Il ne s'agit pas de dire que toutes les pratiques de luttes déployées dans le monde seraient opportunes ici. Mais si elles ne le sont pas, c'est pour des raisons de stratégies, de contexte politique... et non pas parce qu'elles seraient violentes.

COMMENT VEUT-ON LUTTER ?
SORTIR DE LA DICHOTOMIE

LE DÉBAT EST PARTOUT

Le débat violence/non-violence émerge souvent à l'occasion de mouvements et d'actions dirigés contre l'État, ses institutions, les politiques publiques, bref des luttes tournées vers l'extérieur ou ce que certain.es pourraient appeler la « Lutte Prioritaire ». Mais on retrouve ces tensions dans des luttes souvent considérées comme secondaires, celles qui visibilisent des systèmes de domination, mettent en lumière leurs mécanismes et les privilèges des personnes dominantes de par leur position sociale d'hommes, de blanc.hes, de bourgeois.es, de valides. Ces bagarres sont souvent dépréciées car elles amènent de la complexité (en montrant que l'oppression est diffuse, intégrée en chacun.es et qu'il serait simpliste de la combattre uniquement chez nos « ennemis »). Il n'y a plus un seul front, ni une seule cible contre laquelle lutter. Ces luttes ébranlent les groupes activistes et militants eux-mêmes, mettent à mal leur cohésion. Les réactions qu'elles suscitent renvoient à cette division très genrée extérieur/intérieur, masculin/féminin : les luttes tournées vers l'extérieur sont valorisées et validées, tandis que la dénonciation des rapports de domination et de pouvoir internes est vue comme secondaire voire néfaste. Il n'est pas rare que les collectifs politiques et les personnes qui portent ces luttes soient taxé.es de violent.es, d'extrémistes, voire de fascistes (qui n'a jamais entendu parler de « féministes fascistes » ou « féministes nazies » ?). Certaines de leurs prises de positions et de leurs actions sont qualifiées de violentes, parce qu'elles brisent l'unité d'un milieu face aux Grands Méchants (flics, État...). Bref, cela desservirait la lutte !

Le rejet de la « violence » est une fois de plus invoqué, car ces luttes bousculent la normalité des rapports sociaux, les non-dits évidents, les privilèges des un.es et des autres. Et il est plus facile de renvoyer à l'Autre qu'il ou elle est violent.e et donc que son discours n'est pas entendable, plutôt que de se remettre en question. Je trouve toujours étonnant que des personnes qui n'ont par ailleurs pas de problème avec des actes « violents », considèrent comme violente l'exclusion d'un homme qui a commis un viol d'un espace où la personne agressée ne veut pas être en sa présence. Cet exemple est assez simpliste mais malheureusement très fréquent. Encore une fois, la violence est ambivalente et analyser une situation uniquement par ce biais, sans la replacer dans le contexte, a peu d'intérêt.

Enfermer nos luttes dans des catégories ne me paraît pas très pertinent, que ce soit pour les critiquer à cause de leur violence supposée, ou pour en mépriser d'autres à cause de leur manque de radicalité supposée. Comme si la radicalité se mesurait au purisme angélique de la non-violence ou au nombre de vitrines brisées. Cet état d'esprit est plus proche du folklore romantique que de pratiques révolutionnaires. La propagande politico-médiatique tente de semer la confusion entre illégalité, radicalité des idées et « violence ». Même si ça n'est pas toujours évident, il me semble important de ne pas entrer dans ce jeu, pour que la légalité ne devienne pas un cadre qui limite nos moyens d'actions. Il n'y a pas de hiérarchie entre un tract, un sabotage, un débat public, un affrontement avec la police, un rassemblement, le fait de prendre soin les un.es des autres. L'important est de réfléchir en amont à nos motivations et aux moyens et stratégies que nous pouvons articuler pour y parvenir.

Parvient-on à nommer des objectifs ? A-t-on l'envie et le temps d'échafauder des stratégies ? Que veut-on défendre et que veut-on attaquer ? Dans quels horizons lointains inscrire notre lutte ? Quels sont les besoins immédiats ? Comment exprimer notre détermination à atteindre nos buts ? Quels sont nos imaginaires d'actions ? Comment choisir nos moyens d'actions ? Qu'est-ce qui nous fait pencher pour telle ou telle pratique ? Avec qui désire-t-on lutter ? Quelles actions porter ensemble ? Et quelles sont les bases communes nécessaires ? Quels sont les fondements éthiques de notre agir politique ? Comment se sentir bien et rester ensemble ? Comment partager nos enthousiasmes et dépasser nos découragements ? Comment trouver du plaisir dans les luttes ?

Se mettre en lutte c'est se sentir vivant.e, c'est ne pas se résigner à avoir la vie qu'on nous impose, à rester à la place qu'on nous a assignée, c'est tenter de renverser les systèmes qui nous mettent en rage, c'est se renforcer et se faire plaisir. Diffuser des réflexions théoriques et essayer de les concrétiser, expérimenter des pratiques, explorer nos imaginaires, apprendre à s'organiser collectivement. Se planter et apprendre de nos erreurs ou de celles des autres, arracher un bout de victoire, imposer un rapport de force. Même construire et vivre une lutte collective est déjà une victoire en soi.

[12] Dans la même logique, certain.es anarchistes exotisent les révoltes des quartiers populaires avec une « fascination condescendante » pour leur côté insurrectionnel. Souvent, ils et elles retiennent uniquement les pratiques employées (incendies de voitures, de bâtiments publics, ...) sans les contextualiser et sans se positionner. Par exemple, pendant les émeutes de Villiers-le-Bel en 2007, lors d'une manifestation organisée en soutien, j'ai vu un jeune homme blanc issu de classe moyenne supérieure porter une pancarte qui disait « Ils [la police] tuent nos frères, c'est la guerre ». Par le mot « frères », la personne semblait se retrouver dans une même réalité de vécu que les émeutier.es. Ou en tout cas pensait qu'une telle situation de révolte (à laquelle il ne participait pas) unit tout le monde dans une sorte de communauté de lutte qui transcenderait tous les rapports structurels.

